

## **Commissions**

### **Sécurité du rail**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

*Président : M. David Geerts*

➤ **VENDREDI 28 ET SAMEDI 29 JANVIER 2011**

Rédaction des recommandations et finalisation du rapport de la commission spéciale.

- Exposés introductifs des rapporteurs.
- La discussion des propositions de conclusions et de recommandations a eu lieu.
- Des modifications ont été apportées au projet de rapport.

➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Conclusions et recommandations du rapport.

(Clôture et votes). (Rapporteurs : Mme Linda Musin, M. Jef Van den Bergh, Mme Valérie De Bue et M. Ronny Balcaen).

- Les conclusions et recommandations ont été amendées.
- Les recommandations ont été adoptées par 11 voix et 5 abstentions. Le rapport a été approuvé par le même vote.

### **Commission spéciale "Abus sexuels"**

---

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

*Présidente : Mme Karine Lalieux*

➤ **LUNDI 31 JANVIER 2011**

Auditions de :

- Mme Danièle Reynders, présidente du Conseil des procureurs du Roi et procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Liège ;
- M. Jean-Marie Berkvens, procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruges ;
- M. Bruno Bulthé, procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles ;
- M. Peter Willaert, premier substitut du procureur du Roi auprès du tribunal de première instance de Courtrai.

- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues.

➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Réunion de travail.

Prochaine réunion : lundi 7 février 2011.

---

**Affaires sociales**

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

**Groupe de travail spécial sur le harcèlement au travail**

Auditions de :

- M. Bruno Melckmans, représentant de la FGTB;
- M. Herman Fonck, représentant de la CSC;
- M. Vincent Van der Haegen, représentant de la CGSLB ;
- M. Kris De Meester, représentant de la FEB ;
- M. Kris Baetens, représentant de "UNIZO" ;
- M. Jean-François Krenc, représentant de l'UCM.

- Les auditions ont été suivies d'un échange de vues auquel MM. Stefaan Vercamer, Karel Uyttersprot et Yvan Mayeur, Mmes Zuhal Demir, Myriam Vanlerberghe, Zoé Genot, Catherine Fonck, Miranda Van Eetvelde. Christiane Vienne, Nahima Lanjri et Meryame Kitir et M. David Clarinval ont pris part.

Prochaine réunion : mercredi 9 février 2011.

---

**Economie**

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera*

➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les dommages pour un montant de 56 millions d'euros subis par le secteur agricole" (n° 2047).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'action juridique des Archives générales de l'État contre le décret flamand sur les archives" (n° 2096).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet de numérisation de l'Observatoire royal d'Uccle" (n° 2097).

- Question de M. Peter Dedecker à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le projet de numérisation des ESF" (n° 2421).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les subventions publiques accordées aux guichets d'entreprises" (n° 2082).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Questions jointes :

- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le nombre de conjoints aidants" (n° 2233)

- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le nombre de conjoints aidants" (n° 2361).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

- Question de M. Kristof Calvo à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation à l'ONASTI" (n° 2418).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Ordre des travaux :

- Auditions sur les propositions de loi visant à réformer l'Ordre des Architectes;
- Auditions sur la rente nucléaire.

Propositions jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt, Ann Vanheste) modifiant la législation en vue d'étendre la protection des clients finals de gaz et de l'électricité, n° 692/1.

- Proposition de résolution (Karine Lalieux et consorts) visant à renforcer la protection des consommateurs dans le marché libéralisé de l'électricité et du gaz, n° 245/1.

- Proposition de loi (Liesbeth Van der Auwera, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) modifiant la législation en ce qui concerne les compétences du Service de médiation pour l'énergie et l'instauration d'un modèle de facture pour la fourniture d'électricité et de gaz aux utilisateurs finals, n° 1086/1.

- Rapporteur : M. Peter Luykx.
- La commission a décidé de joindre à la discussion la proposition de loi de M. Joseph George, modifiant l'arrêté royal du 3 avril 2003 relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz, n° 266/1.
- Exposés introductifs des auteurs.
- Le représentant du ministre du Climat et de l'Energie est également intervenu.
- Ont également pris la parole : M. Joseph George, Mme Karine Lalieux, MM. Bert Wollants, David Clarinval, Jef Van den Bergh, Olivier Deleuze, Peter Luykx, Renaat Landuyt et Mme Liesbeth Van der Auwera.
- La commission a décidé de demander un avis par écrit à tous les fournisseurs de gaz et d'électricité, à la CREG ainsi qu'au service de médiation pour l'énergie.

Proposition de loi (Olivier Deleuze, Kristof Calvo) instaurant une taxe sur les bénéfices des centrales nucléaires amorties en vue d'assurer une meilleure ouverture du marché belge de l'électricité, de promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et de réduire le coût global de l'énergie, n° 732/1.

- Rapporteur : Mme Ann Vanheste.
- Exposé introductif de M. Olivier Deleuze.

Prochaine réunion : mardi 8 février 2011.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Sarah Smeyers*

### ➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n°s 476/1 à 8.

Amendements de M. Frédéric et consorts, de Mmes Marghem et Galant, Mme Lanjri et consorts, MM. Francken, Schoofs et Goyvaerts, Mme Genot et MM. Jadot et Van Hecke, Mme Brems, MM. Maingain et Thiéry.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mmes Lanjri et Fonck.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Philippe Goffin) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 à 3.

Amendements de Mmes Galant et Marghem.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- La discussion des articles a été poursuivie.

Exposé du ministre de la Justice sur le rapport du groupe de travail chargé de la réforme de la législation des cultes et des organisations philosophiques non confessionnelles.

- Rapporteurs : Mmes Valérie Déom et Gwendolyn Rutten.
- MM. Louis-Léon Christians et Michel Magits ont présenté le rapport du groupe de travail.
- Un échange de vues a eu lieu.

### ➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Proposition de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Nahima Lanjri, Marie-Christine Marghem, Stefaan Vercamer, Sarah Smeyers, Sabien Lahaye-Battheu, Valérie Déom, Catherine Fonck, Muriel Gerkens) instaurant un statut de protection global des personnes majeures incapables, n° 1009/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Zoé Genot, Eva Brems, Wouter de Vriendt) instaurant un régime global d'administration provisoire des biens et des personnes, n° 55/1.

- Rapporteurs : MM. Christian Brotcorne et Stefaan Van Hecke.
- Exposés introductifs de M. Raf Terwingen et Mme Muriel Gerkens.
- La discussion générale a été entamée.
- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Proposition de loi (Christian Brotcorne, Sonja Becq, Stefaan Van Hecke, Ronny Balcaen) portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, n°s 682/1 et 2. (Rapporteur : Mme Kristien Van Vaerenbergh).

- Ordre des travaux.

- La commission a arrêté la liste des personnes qui seront entendues.
- La commission a décidé de demander les avis écrits du Conseil consultatif de la magistrature, du Commissaire flamand aux droits de l'Enfant et du Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant.

Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le nouveau site [www.prixdeouf.be](http://www.prixdeouf.be)" (n° 2134).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Question de Mme Alexandra Colen au ministre de la Justice sur "un pédophile belge aux Pays-Bas" (n° 2169).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “la publication de la loi instaurant un article 46bis dans le Code judiciaire concernant l’indication de la faculté de former une voie de recours” (n° 2225).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “la collaboration entre la cellule commune, les communes bruxelloises et le parquet en matière de contrôle de l’obligation scolaire en Région bruxelloise” (n° 2244).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal précisant les réparations autres que les réparations locatives” (n° 2245).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur “la coopération entre la police fédérale et l’INCC” (n° 2274).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l’Énergie sur “la vente par Facebook de données privées d’utilisateurs à d’autres entreprises” (n° 2284).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “les imprécisions relatives à la légalité de la politique de stationnement (locale)” (n° 2286).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “les problèmes de recrutement de personnel TIC par le SPF Justice” (n° 2296).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “les opérations de recherche de 1140 personnes condamnées” (n° 2326).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Alexandra Colen au ministre de la Justice sur “des pratiques de sélection du sexe d’un embryon par un gynécologue anversoïis” (n° 2405).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de M. Ben Weyts au ministre de la Justice sur “l’enquête sur les causes de la catastrophe de Buizingen” (n° 2419).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur “la longue durée de la procédure d’engagement de magistrats” (n° 2458).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “des problèmes de logistique et mobilité au sein de la magistrature” (n° 2461).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : mardi 8 février 2011.

### **Questions européennes et Relations extérieures**

---

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D’AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Présidents : MM. André Flahaut, Philippe Mahoux (Sén) et François-Xavier de Donnea*

➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

*Réunion commune avec la commission homologue du Sénat.*

Programme de travail de la Commission européenne.

- Exposé de MM. Jean De Ruyt et Didier Seeuws, Représentant permanent et Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l’Union européenne.  
- Échange de vues.

- Sont intervenus : MM. Karl Vanlouwe (S), Armand De Decker (S), Patrick De Groote (S), Peter Luykx, François-Xavier de Donnea, Mme Daphné Dumery, MM. Philippe Mahoux (S), Herman De Croo et Bruno Tuybens.

### **Naturalisations**

---

COMMISSION DES NATURALISATIONS

*Présidente : Mme Jacqueline Galant*

➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

- L’examen des dossiers a été poursuivi.

## Droit commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

---

*Présidente : Mme Sophie De Wit*

### ➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.
  - Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
  - Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Nahima Lanjri, Liesbeth Van der Auwera) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.
  - Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
  - Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
- (Continuation). (Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uyttersprot).

Audition de :

- Mme Christine Darville, Fédération des Entreprises de Belgique;
  - Mme Hilde Laga, avocate.
- Sont intervenus : MM. Bruno Tuybens, Karel Uyttersprot, Mmes Colette Burgeon, Zoé Gerkens, Leen Dierick, M. David Clarinval, Mmes Zuhail Demir, Sophie De Wit et M. Joseph George.

## Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

---

*Président : M. Ben Weyts*

➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la consultation de dossiers de candidatures” (n° 270).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail” (n° 1199).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les résultats d’une enquête de Test-Achats relative aux heures d’ouverture de nos services publics” (n° 1506).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les pratiques d’une organisation syndicale dans le cadre des examens et concours organisés pour les agents” (n° 2069).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les contrats d’administration pour les services publics fédéraux” (n° 2070).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation de l’emploi des personnes handicapées dans les services publics fédéraux” (n° 2071).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Question de M. Kristof Calvo à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les avancées en matière d’e-procurement” (n° 2413).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Projet de loi modifiant la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, n° 1005/1.

- Rapporteur : M. Jan Van Esbroeck.
- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.
- Des amendements ont été déposés par Mme Dierick et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 5, ainsi que les articles 1 à 14, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- En dérogation à l'article 82.1, l'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté par 9 voix et 1 abstention.

Projet de loi créant les centres 112 et l'agence 112, n° 1015/1.

- Rapporteur : M. Jan Van Esbroeck.
- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.
- Des amendements ont été déposés par M. Weyts et consorts, Mme Galant et consorts, Mme Dierick et consorts et Mme Ponthier.
- Les amendements n°s 4 à 8, ainsi que les articles 1 à 15, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- En dérogation à l'article 82.1, l'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et corrigé, a été adopté à l'unanimité.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 11.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick, M. Verherstraeten, Mme Galant, MM. Ducarme, Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck et Delacroix-Rolin, M. Jean-Marie Dedeker, Mmes Genot et Brems et MM. Somers et De Man.

Avis du Conseil d'Etat.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.

- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n°s 757/1 et 2.

- Proposition de loi (Gerolf Annemans, Filip De Man, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Bert Schoofs, Annick Ponthier, Tanguy Veys) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les conditions relatives au regroupement familial, n° 866/1.

(Continuation). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Koenraad Degroote, Bart Somers, Theo Francken et Rachid Madrane ainsi que Mmes Jacqueline Galant, Nahima Lanjri, Karin Temmerman et Zoé Genot.

Prochaine réunion : mardi 8 février 2011.

## Infrastructure

---

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

*Présidente : Mme Maggie De Block*

### ➤ **MARDI 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2011**

Question de M. Raf Terwingen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la rétention des données" (n° 1298).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le statut des fonctionnaires de l'ancien service Redevances radio et télévision" (n° 1619).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les micro-ondes" (n° 1819).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Rita De Bont au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le quatrième opérateur GSM" (n° 1895).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le tarif beaucoup trop élevé pour l'envoi de sms en Belgique" (n° 2048).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la terminaison de SMS" (n° 2098).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les 'chargés de mission particulière' à l'IBPT" (n° 2295).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le protocole IP, version 6" (n° 2299).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "des coûts de transmission de données inattendus" (n° 2334).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de Mme Meyrim Almaci au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs de paiements par sms pour le stationnement" (n° 2353).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Question de M. Tanguy Veys au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle relatif aux tarifs sociaux des opérateurs de télécommunications" (n° 2423).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine réunion : mardi 8 février 2011.

## Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : M. Hans Bonte*

### ➤ MERCREDI 2 FÉVRIER 2011

Proposition de loi (Catherine Fonck, Bart Somers, Philippe Blanchart, Willem-Frederik Schiltz, Maya Detiège) relative à la publicité concernant les motocyclettes, n°s 602/1 à 4. (Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

Amendement de Mme Fonck et consorts et de M. Blanchart.

- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Snoy et d'Oppuers et M. Schiltz et consorts.
- Les amendements n°s 1 à 5 ainsi que les articles, ainsi amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 15 voix et une abstention.

Ordre des travaux.

- Un échange de vues a eu lieu.

Question de M. Daniel Bacquelaïne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement du médicament Taxotere" (n° 2189).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude du Centre d'expertise sur la dialyse rénale" (n° 2247).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la vente aux États-Unis de thiopental" (n° 2316).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les expérimentations de refroidissement thérapeutique en cas d'attaques cardiaques" (n° 2357).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le choix du sexe des enfants à naître" (n° 2395).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 9 février 2011.

## Défense nationale

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Proposition de résolution (Jacqueline Galant, Juliette Boulet, Catherine Fonck, Franco Seminara, Eric Thiébaud) relative au maintien du SHAPE à Casteau, n° 1002/1.

- Rapporteur : M. Gerald Kindermans.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Jacqueline Galant et Juliette Boulet, MM. Eric Thiébaud, Theo Francken, Gerald Kindermans et Patrick Moriau.
- Les différents points ont été adoptés et l'ensemble de la proposition de résolution a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Questions jointes :

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "les dossiers dits 'WikiLeaks belges'" (n° 2414).
  - Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "des documents émanant de WikiLeaks relatifs à la position du ministre concernant l'Afghanistan" (n° 2416).
  - Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "les révélations faites par la presse au sujet de son implication dans l'envoi de troupes belges en Afghanistan" (n° 2440).
  - Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "des documents émanant de WikiLeaks relatifs à l'Afghanistan" (n° 2441).
  - Question de M. Patrick Moriau au ministre de la Défense sur "les documents WikiLeaks relatifs à notre présence en Afghanistan" (n° 2452).
  - Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "les révélations WikiLeaks" (n° 2453).
  - Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "les dossiers WikiLeaks" (n° 2462).
  - Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "les dossiers belges WikiLeaks" (n° 2465).
- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “l’aéroport de Bierset” (n° 2442).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur “l’engagement éventuel de militaires belges en Afrique” (n° 2459).

- Le ministre de la Défense a répondu.

### **“Équilibre linguistique à l’armée”**

---

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L’EXAMEN DE L’ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L’ARMÉE

*Président : M. Bert Maertens*

#### **➤ MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Auditions :

- du lieutenant-général Baudouin Somers, directeur-général HR, DGHR;
  - du colonel BEM Jean Massart, chef division personnel, DGHR;
  - du général-major Guy Buchsensmidt, adjoint Acos Ops & Tr., inspecteur linguistique Défense;
  - du lieutenant-général Hugo Coene, directeur-général Formation.
- (Rapporteurs : MM. Gerald Kindermans et Patrick Moriau).

- Des questions ont été posées par MM. Patrick Moriau, Wouter De Vriendt et Denis Ducarme, Mme Meryame Kitir et MM. Gerald Kindermans et Bert Maertens.

Prochaine réunion : mercredi 9 février 2011.

## Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

---

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MERCREDI 2 FÉVRIER 2011**

Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "le recours abusif aux sociétés de management" (n° 1863).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Ordre des travaux.

Nomination du premier vice-président.

- M. Raf Terwingen a été désigné en qualité de 1<sup>er</sup> vice-président.

Proposition de loi (Jan Jambon, Veerle Wouters, Peter Luykx, Sarah Smeyers, Jef Van den Bergh, Herman De Croo) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la dispense de versement du précompte professionnel retenu sur les rémunérations des sportifs, n°s 713/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : M. Dirk Van der Maelen).

- La commission insistera auprès de la Cour des comptes pour pouvoir disposer de son avis pour le 16 février 2011.

- La commission a décidé d'organiser une audition.

Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "l'augmentation du nombre d'assurances vélo" (n° 2285).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la conformité de l'exemption de TVA relative à l'enseignement et à la formation professionnelle aux dispositions de la directive européenne 2006/112/CE" (n° 2341).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de TVA relatives aux établissements et prestataires d'enseignement" (n° 2342).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Muriel Gerken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les déclarations de TVA relatives aux conditions de reconnaissance des institutions d’enseignement et de formation professionnelle” (n° 2343).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Meyrem Almaci au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’exonération fiscale pour les bons d’État” (n° 2369).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les problèmes du Jardin botanique de Meise” (n° 2398).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les contrôles fiscaux concernant les prix que les filiales d’un seul et même groupe se portent en compte” (n° 2404).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Question de Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la construction de la prison de Haren” (n° 2428).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 9 février 2011.

### **Concertation parlementaire**

---

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)*

#### **➤ JEUDI 3 FÉVRIER 2011**

Projet de loi portant des dispositions diverses concernant la Mobilité, n° 1050/1.

*Demande d’urgence du gouvernement (application de l’article 80 de la Constitution et de l’article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).*

- Le délai d’évocation est fixé à 5 jours et le délai d’examen à 20 jours.